

3. Les autorités compétentes des parties peuvent communiquer entre elles directement lorsqu'elles recherchent un accord en application du présent article.

4. Les parties peuvent également convenir d'autres formes de règlement des différends.

ARTICLE 14

Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur à la date de la dernière des notifications par lesquelles les parties se sont notifiées l'accomplissement de leurs procédures internes régissant l'entrée en vigueur. À compter de la date d'entrée en vigueur, le présent accord prend effet :

- a) en ce qui concerne les questions fiscales mettant en cause une conduite intentionnelle pouvant faire l'objet de poursuites en vertu des lois pénales de la partie requérante (que les dispositions en cause soient prévues par la législation fiscale, le code criminel ou d'autres lois), à cette date;
- b) en ce qui concerne toutes les autres questions visées à l'article 1, à cette date, mais seulement pour les exercices fiscaux commençant à cette date ou par la suite ou, à défaut d'exercice fiscal, pour toutes les obligations fiscales prenant naissance à cette date ou par la suite.

ARTICLE 15

Dénonciation

1. Une partie peut dénoncer le présent accord en notifiant cette dénonciation par la voie pertinente à l'autre partie.

2. Cette dénonciation prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de la notification de dénonciation.